

Grande-Bretagne : perpétuité pour une cyber-attaque ?

La Grande-Bretagne a pour projet de renforcer ses mesures de lutte contre les cyber-délinquants ayant mis en danger la sécurité nationale, le bien être de la population, l'économie ou l'environnement. A l'avenir, ces délits pourraient être sanctionnés par une peine de prison allant jusqu'à la perpétuité. L'**actuelle législation** (Computer Misuse Act) prévoit une **peine maximale de 10 ans d'emprisonnement**.

Ce renforcement de l'arsenal législatif inquiète les défenseurs des droits de l'homme outre Manche. Ces derniers mettent en avant la **définition très imprécise des délits** dans cette proposition de texte. Une imprécision qui pourrait permettre d'utiliser cette législation contre les lanceurs d'alerte, redoute le comité des droits de l'homme local.

La menace d'une attaque Scada

*« Il est presque certain qu'il existe déjà une législation approprié pour prendre en compte les situations nées de l'utilisation abusive des ordinateurs, explique le professeur spécialiste de cybersécurité **Peter Sommer**, [dans les colonnes du Guardian](#). Après cela, si vous voulez poursuivre un cas de terrorisme portant atteinte à la sécurité nationale par exemple, alors poursuivez ce délit via la législation appropriée, soit l'anti-terrorisme. »*

Le gouvernement justifie le durcissement du Computer Misuse Act par la nécessité de sanctionner à leur juste mesure des cyber-attaques aux conséquences catastrophiques. Depuis des années, des experts et des gouvernements – [en France l'Anssi](#) (Agence nationale de la sécurité des SI) par exemple – s'alarment des conséquences potentielles de cyber-attaques sur des systèmes Scada critiques, des systèmes contrôlant par exemple la distribution d'eau ou d'énergie, les réseaux de transport, etc.

La mise à jour de la législation britannique, datant de 1990, prévoit également un **renforcement des sanctions contre les personnes pratiquant le cyber-espionnage**.

A lire aussi :

[Dragonfly : après Stuxnet, nouvelle attaque réussie contre les systèmes Scada](#)

[Thomas Houdy, Lexsi : « Après Dragonfly, réagir sur la sécurité des Scada »](#)

Crédit photo : S.Borisov / Shutterstock